

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
DE MULHOUSE.**

RAPPORT

SUR LES

MÉMOIRES ENVOYÉS AU CONCOURS DU PRIX
TRAITANT DE

L'INDUSTRIALISME,

*dans ses rapports avec la société, sous le
point de vue moral;*

Lui à l'assemblée générale du 29 mai 1839,

PAR

M. le docteur WEBER.

MULHOUSE,
IMPRIMERIE DE J. P. RISLER.
1839.

RAPPORT

DE LA COMMISSION CHARGÉE D'EXAMINER
LES MÉMOIRES ENVOYÉS AU CONCOURS
DU PRIX TRAITANT DE

L'INDUSTRIALISME,

*dans ses rapports avec la société, sous le point de
vue moral ;*

Lu à l'assemblée générale du 29 mai 1859,

par M. le docteur WEBER.

MESSIEURS,

Vous avez chargé une commission de sept membres, de vous rendre compte de l'ouvrage qu'a bien voulu nous adresser M. le baron de Gérando, en tant qu'il répondrait au programme du prix fondé par M. J. Zuber, fils, *de l'industrialisme dans ses rapports avec la société, sous le point de vue moral*; puisque M. Zuber nous à lui-même présenté ce livre, comme offrant, en grande partie, la solution du problème qu'il a posé.

Nous-devons dire, d'abord, que chacun de nous s'est déclaré incompetent, pour juger, dans le peu de temps que nous avions devant nous, et avec les occupations particulières de chacun, un ouvrage de 4 volumes, qui a demandé des recherches et des travaux infinis et qui a dû absorber, pendant de longues années, les méditations de son auteur. Ensuite, la question y est pourtant envisagée d'un autre point de vue que celui de notre programme, puisqu'il traite de *la bienfaisance publique*, et quoique tout se tienne, dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique, et qu'ainsi M. de Gérando touche à toutes les questions que soulève notre proposition, il n'en est pas moins vrai qu'il ne répond pas directement à celle-ci, et que nous n'avons point de conclusion à prendre à l'égard de ce beau travail.

Il est vrai, que pour en agir ainsi, M. de Gérando nous a mis bien à l'aise. Par une lettre subséquente à l'envoi de son ouvrage, il nous a offert de traiter spécialement notre question. Et nous devons nous estimer heureux que notre appel ait été entendu par un homme aussi éminent, et puisqu'il veut bien nous consacrer quelques-unes de ses savantes veilles et prendre part à nos travaux, nous vous proposons de le nommer membre correspondant de notre Société

Un seul mémoire a été envoyé à la Société pour répondre à notre proposition; cependant il ne l'a point été dans les formes qu'exigent les programmes, et nous en sommes bien aise, puisque nous apprenons qu'il est d'un de nos compatriotes (M. E. Steiner), ce que nous n'aurions pas su avec un bulletin cacheté. Car, quoique il ait bien traité une partie de la question et qu'il mérite ainsi notre encouragement, nous devons reconnaître que son travail est bien incomplet en vue de notre immense programme, et que nous n'aurions pu lui accorder le prix. L'auteur, en effet, voit les fabriques trop en beau; pour simplifier le problème, il les place au-dessus de la concurrence, et pense que l'influence du maître est toute puissante sur les ouvriers, et qu'elle suffit pour corriger tous les maux dont on se plaint. Il ne veut pas de l'intervention de la législation, et il tombe ici dans une grande contradiction, en attribuant une partie du mal à la différence des croyances religieuses, et en regrettant que la France, dans sa régénération politique, ait oublié de faire entrer ce point dans sa constitution, comme s'il avait pu dépendre d'une législation quelconque de décréter la religion. Que dis-je? Ne l'a-t-on pas tenté! Mais combien de temps cela a-t-il duré?

Enfin, la même commission a été chargée d'examiner la lettre de M. Fries, de Guebwiller, qui pense qu'en établissant une certaine communauté entre les ouvriers, on pourrait remédier en grande partie aux maux qui les affligent.

D'abord, la commission est d'avis que la Société industrielle, tout en donnant son approbation à des essais de ce genre, qui pourraient être tentés par des fabricans, doit se refuser à se charger elle-même de leur exécution pratique.

Ensuite, la commission tout en rendant hommage aux intentions philanthropiques de M. Fries, croit devoir lui objecter, que les ouvriers ne se laissent pas ainsi facilement parquer dans des casernes, lors même qu'il y aurait avantage pécuniaire et moral pour eux; qu'ils ont chacun leur libre arbitre, qui souvent s'oppose à de pareilles améliorations, et qu'en général, il n'est pas bon qu'une grande masse d'ouvriers soit logée ensemble. Il y a en effet bien à craindre là, que les mauvais principes, les mauvais exemples, toujours plus bruyans, plus séducteurs, que les bons, ne l'emportent et ne corrompent toute la masse. Il vaut mieux que les habitations des ouvriers soient petites et destinées à une ou deux familles seulement; il vaut mieux

aussi, quelles soient isolées ou entremêlées à celles des riches, pour que ceux-ci voient quelquefois les pauvres et les comprennent, et sachent venir à leur secours dans les cas de maladie et de besoin, ce qui arrivera ainsi bien plus facilement, que s'ils sont confinés en masse dans des quartiers éloignés, où l'on ne va point, de peur de rencontrer plus de misères qu'on n'en peut soulager. Mais la commission approuve tout ce qui aboutira à donner aux ouvriers, les vivres, le combustible, etc., à meilleur marché, pourvu que les salaires ne baissent pas dans la même proportion.

Pour revenir au prix fondé par M. Zuber, votre commission vous propose donc de le remettre au concours pour l'année prochaine, et c'est à ceci que se borne son travail officiel; mais des discussions qui ont eu lieu dans son sein, on peut tracer une esquisse de la vaste question que soulève votre programme, et comme elle pourra servir de développement à ce dernier, votre commission a désiré vous la soumettre (*).

(*) La Société industrielle, en votant l'insertion, dans ses Bulletins, de la suite du présent rapport, a déclaré, dans le procès-verbal de la séance où il a été présenté, ne pas en approuver toutes les opinions; elle a reconnu, que quelques-unes d'entre elles sont contestables; mais, en

L'industrie : ce sont les métiers exploités en grand ; c'est la conversion des matières premières en objets utiles à nos besoins ; c'est la création de produits au-delà des besoins d'une contrée, d'où résultent les échanges qui constituent le commerce. L'industrie a donc toujours existé, mais par différentes causes, elle est devenue un fait dominant dans les sociétés modernes, et l'on doit entendre par *industrialisme*, si ce terme est adopté par la langue française, la tendance de plus en plus prononcée des pays civilisés, vers cette vaste production qui va convertissant des villes, des contrées entières, en d'immenses ateliers.

Si dans la marche progressive que nous nous plaçons à voir suivre à l'humanité, la perfection croissante de nos qualités morales est au moins douteuse, il n'en est pas de même de l'accroissement de nos besoins et des moyens de les satisfaire. Là nous pouvons aisément constater notre progrès : il semble que la civilisa-

les publiant, elle espère attirer l'attention et la discussion sur ces questions. En indiquant ainsi un mode de solution du problème, la Société industrielle ne désespère pas qu'on n'en trouve un meilleur, et c'est pour cela qu'elle maintient le prix au concours ; ce qui serait inutile, si le rapport de la commission avait dû être regardé comme le dernier mot de la Société.

tion consiste à créer de nouveaux besoins, à transmettre, par une sorte de cascade, les besoins, les habitudes et les goûts des classes riches aux classes moyennes, les besoins et les goûts de celles-ci, aux classes placées plus bas dans l'échelle sociale, et ainsi de suite, jusqu'aux derniers degrés : l'instinct d'imitation et la vanité, inhérens à la nature humaine, n'aident que trop à pousser ce flot.

C'est à satisfaire tous ces goûts, tous ces besoins, que s'attaque l'industrie, et cela ne lui suffit même pas : si elle peut donner un goût de plus, créer une habitude nouvelle, elle ne s'en fait pas faute, pour pouvoir ensuite les satisfaire.

Autrefois, cette industrie était contenue dans de certaines limites : ne produisait pas qui voulait. Il y avait des maîtrises, des jurandes qui ne donnaient qu'à certains hommes, et sous de certaines conditions, le droit de produire, et souvent seulement dans une proportion donnée ; mais cet ordre de choses a été peu à peu rompu. D'abord, de nouveaux besoins à satisfaire, créèrent des métiers qui ne rentraient plus dans les anciennes classifications ; puis la fabrication en grand combina les éléments de plusieurs autres, enfin, l'esprit de liberté qui avait envahi d'abord les idées religieuses, puis

les idées politiques, passa aux métiers, et toute cette ancienne organisation s'écroula, au moins en France, et l'industrie n'éprouva plus d'entraves.

Elle était libre, aussi prit-elle promptement un vaste essor, Abandonnée à une concurrence illimitée, dont la seule loi, mais loi impérieuse, vitale, était de produire beaucoup, et au meilleur marché possible, elle atira à elle d'immenses capitaux, profita de toutes les découvertes des sciences, fit de chaque homme qu'elle employa, pour mieux tirer parti de son travail, et de son aptitude spéciale, un rouage dans son immense mécanisme, et arriva ainsi peu à peu à son but. Elle créa les produits les plus variés et dans une perfection toujours croissante, en même temps qu'elle en abaissait les prix ; de sorte qu'elle les mettait progressivement à l'usage des classes les plus nombreuses de la société ; et en augmentait ainsi rapidement la consommation.

C'est là le bienfait immense que la liberté dans l'industrie, que la concurrence a rendu à la société, de faire profiter successivement la plupart des hommes, de ses produits, et de les rendre plus heureux, en leur permettant de satisfaire une plus grande partie de leurs désirs, puisque dans la satisfaction d'un be-

soin ou d'un désir, il y a jouissance, bonheur.

Et de plus, l'industrie fournit aux riches les moyens d'accroître leurs richesses, en les confiant à ce mode de l'activité humaine; elle donne à une multitude d'hommes qui se sont appliqués aux sciences physiques et chimiques, au dessin, au calcul, etc., le moyen de gagner honorablement leur vie par leur travail et leur intelligence; enfin, par toute l'activité qu'elle suscite autour d'elle, dans ses ateliers sans nombre, par le commerce en gros et en détail auquel elle donne naissance, par les voyages, les transports par terre et par eau qu'elle entraîne, elle fournit du pain et des ressources pour vivre à une grande partie des populations de nos états modernes, et par là, sert ainsi d'aliment à elle-même, puisque tous ceux qui produisent, ont aussi des besoins et des goûts qu'ils s'empresent de satisfaire avec ce qu'ils ont gagné par leur travail.

Mais pourquoi faut-il que la médaille ait un revers, que le mal soit toujours à côté du bien? Qui n'a vu ces crises terribles auxquelles l'industrie et le commerce sont de temps en temps, et comme périodiquement en proie; ces faillites se succédant quelquefois, comme les secousses précipitées de la foudre, et jetant dans la misère

une foule de familles aisées hier; cette stagnation absolue dans le travail, qui met des flots d'ouvriers sur le pavé, et les place quelquefois dans l'horrible alternative, ou de se laisser mourir de faim, ou d'obtenir, par le désordre et le pillage, ce qu'il leur faut pour vivre.

Ces crises ont été, jusqu'à présent, attribuées à différentes causes; en général, on les mettait sur le compte des évènements contemporains : guerre, désordres politiques, mauvaises récoltes. Sans doute, ces évènements ont pu chaque fois contribuer au mal; mais les économistes en ont depuis long-temps trouvé la cause première, dans *l'excès de production*, et dans ces derniers temps, cette cause est devenue évidente à tous les yeux, lorsqu'il n'y a eu aucun évènement majeur dans l'ordre politique, ni dans l'ordre naturel, auquel on ait pu l'imputer. Du reste, ces économistes sont fort calmes en présence de ces faits, pensant que l'excès de production se corrige par lui-même en faisant cesser ou diminuer cette production pour quelque temps; ils attendent patiemment que le trop plein se soit écoulé; la chose vue du fond de son cabinet, est claire et facile ainsi, mais en présence de la réalité, que de maux, que de souffrances, jusqu'à ce que cet équilibre soit rétabli!

Mais pénétrons plus profondément dans no-

tre sujet; suivons de près l'industrie dans ses alternatives de prospérité et de malaise, et nous arriverons ainsi au but de ces lignes : *l'étude des rapports de l'industrie avec la société, sous le point de vue moral.*

Toute cette immense quantité d'hommes qui se livrent aux travaux industriels peut, naturellement, se diviser en deux classes : les maîtres et les ouvriers. Il y a bien quelques intermédiaires, mais ils ne sont pas assez nombreux pour former une classe à part, et avoir des intérêts distincts. Les employés supérieurs doivent être rangés dans la classe des maîtres, les inférieurs épousent les intérêts des ouvriers, sans qu'il y ait, dans cette hiérarchie, aucune démarcation distincte.

De tout temps, des hommes se sont enrichis par l'industrie; mais jamais on ne lui a confié tant de capitaux; jamais le nombre des hommes qui y cherchent du travail et des richesses, n'a été aussi grand, que depuis une vingtaine d'années. Cela tient à plusieurs causes, d'abord, comme nous l'avons déjà dit, aux besoins toujours croissans à satisfaire; ensuite, à l'exemple de quelques fortunes rapidement acquises, et à la soif des richesses qui semble devenir le caractère dominant de notre époque; puis à

ce que les guerres ont cessé, que les cloîtres sont fermés, que la noblesse ne craint plus de déroger, en s'occupant d'industrie, que le partage égal des héritages met tous les enfans, qui ont une fortune insuffisante pour vivre, dans la nécessité de joindre le produit de leur travail à leurs ressources patrimoniales; enfin, à ce que des rangs inférieurs de la société, s'élèvent chaque jour, à la classe moyenne, par le travail et l'économie, de nouvelles familles qui prennent rang parmi les maîtres ou les fabricans.

Voilà donc une immense somme de capitaux, de travail, d'intelligence engagés dans cette vaste lutte, que l'on appelle la concurrence, et où la victoire est à celui qui sait produire le plus et le mieux, au meilleur marché possible. Pour arriver là, il faut que le fabricant se contente d'un bénéfice minime sur chaque objet, et cherche une compensation dans le nombre de ses produits, et par conséquent, dans la somme de tous ces petits bénéfices accumulés. De là naît une activité prodigieuse : on profite de toutes les découvertes des sciences, de toutes les inventions nouvelles, de tous les modes possibles de l'activité humaine, de tous les moteurs que la nature et l'art nous donnent; et c'est plaisir à observer cette vive arène, cette lutte incessante,

où il se dépense tant d'argent, tant d'énergie, tant d'intelligence, non comme en d'autres combats; pour détruire et faire couler des flots de sang, mais pour féconder la matière, et procurer à l'homme de quoi satisfaire tous ses besoins.

Tout cela est beau, tant que les objets fabriqués sont absorbés à mesure qu'ils sont produits; le fabricant est amplement récompensé de ses peines, les ouvriers sont bien payés, et par suite, l'aisance et le bonheur règnent dans toutes les classes de la société.

Mais, viennent ces momens difficiles, où la quantité des produits dépasse celle des besoins, où les marchés s'engorgent, où la vente ne va plus, comme on dit. Quelles que soient les causes de ce trop plein, un excès de production, ou un défaut d'absorption des marchandises, dû à des guerres, à des mouvemens politiques, à de mauvaises récoltes, toutes choses qui créent la misère, et diminuent les moyens de satisfaire tous les autres besoins que ceux de première nécessité; ce spectacle sera bien changé. La lutte si belle, si digne, dont nous venons de parler, devient une épouvantable mêlée, un combat à mort entre les fabricans.

Et en effet, les établissemens industriels, en

général, ne s'arrêtent pas, ne peuvent s'arrêter, dès que la vente cesse; c'est tout au plus s'ils diminuent leurs produits, si quelquefois, ils n'en forcent point la quantité, pour pouvoir vendre à meilleur marché. D'abord, on ne se décide pas volontiers au renvoi de ses ouvriers, dont on espère bientôt avoir de nouveau besoin; puis le chômage des machines, des usines, des capitaux, constituerait des pertes immenses; enfin, le fabricant a un certain orgueil, une réputation à conserver, qui lui font préférer de forcer la vente, par de nouveaux rabais, lors même qu'ils le constituent en perte, plus rapidement que la suspension totale de la fabrication.

Maintenant, c'est à qui saura perdre le moins, et qui saura résister le plus long-temps, que sera la victoire. Naturellement, les plus nouveaux dans la carrière, les moins pourvus des armes du combat : capitaux, habitude des affaires, ressources amassées sur les bénéfices des années précédentes, succomberont les premiers, et leurs établissemens fermés rétabliront peu à peu l'équilibre. Mais avant d'arriver à cette catastrophe, quels efforts pour se maintenir, et que la morale n'approuve pas toujours, et combien de dépenses jugées utiles et nécessaires en d'autres momens, sont rognées bien vite, telles

que secours à des ouvriers infirmes, à des caisses de malades, entretien d'écoles, etc. ! Mais enfin, les affaires reprennent, ceux qui n'ont pas succombé se remettent à la tâche, avec une nouvelle ardeur; de nouveaux concurrents se joignent à eux, et dans l'espace de peu d'années, vous voyez se reproduire ces périodes d'activité et d'affaissement. Bientôt l'industriel s'habitue à cet état, il jouit avec frénésie des momens de prospérité; gagnant facilement, il dépense de même, sans songer que la crise est proche, et menace de l'engloutir. Ainsi, l'industrie au lieu d'être un beau mode de l'activité humaine, où les facultés physiques et intellectuelles sont également déployées, où, par un travail régulier et opiniâtre, on arrive enfin à une heureuse aisance, devient une espèce d'agiotage, de jeu, qui entraîne une concentration trop exclusive de toutes les pensées vers un seul point, celui de gagner de l'argent, et beaucoup d'argent, pour bien vite se retirer de la lutte. Ai-je besoin de dire, qu'il y a à cela de nombreuses exceptions, que tous les producteurs ne sont pas emportés par ce vertige; mais ceux-là même conviendront que c'est là la tendance de l'industrie, telle que la concurrence l'a faite, et que c'est le plus grave reproché à lui faire.

Examinons maintenant la position physique et morale de la classe ouvrière, qui, étant de beaucoup plus nombreuse que celle des maîtres, et placée dans des circonstances plus pénibles, doit d'autant plus exciter notre attention et notre intérêt. Lorsque, dans une ville ou une contrée, il n'y a qu'un petit nombre d'établissements industriels, de manière à ne donner de l'ouvrage qu'aux ouvriers du pays qui ont chacun leur famille, leur parenté, le plus souvent une chaumière et un champ, si surtout ces ouvriers ne sont pas réunis en trop grand nombre dans les ateliers, ou serrés ensemble dans des demeures communes, l'industrie est un bienfait pour eux : elle leur donne un certain bien-être qui leur manquait auparavant ; ils peuvent alterner les travaux d'atelier avec ceux des champs, conserver ainsi leur santé, et avec de l'ordre et de l'économie, s'amasser des ressources, lors même que les salaires seraient très modiques.

Mais que dans une localité, une ou plusieurs industries soient en progrès, bientôt le nombre des ouvriers du pays ne suffit plus à leurs besoins : d'abord les lieux circonvoisins, puis, de proche en proche, des pays plus éloignés, fournissent

le contingent nécessaire. Or, quelle est cette population qui se déplace ainsi, pour chercher dans une ville, ou une contrée industrielle, du travail et du pain ? Ce n'est pas la population active, intelligente, économe, ayant encore quelques ressources, qui se déplace ; ce sont les pauvres, et pas même tant ceux-ci que les individus qui ont fait de mauvaises affaires dans leur pays ; ceux que l'inconduite, la paresse, ou tout autre vice, ont réduits à la misère ; ceux qui trouvent les travaux des champs trop rudes, cette masse de paysans, que la division extrême des propriétés, jointe aux emprunts qu'ils font pour en pallier le mal, dépouille peu à peu de ce qu'ils ont, et les fait entrer, de la classe des petits propriétaires, dans celle des journaliers.

C'est donc presque toujours une population tarée, une sorte d'écume que l'industrie accumule dans les lieux où elle prospère ; elle ne crée pas cette population, mais elle l'attire ; elle en profite pour ses besoins, en même temps qu'elle lui donne à vivre, et elle rend ainsi service aux pays d'où elle la tire, en les en débarrassant. Suivons maintenant cette population, et voyons ce quelle devient ; c'est d'elle, en effet, que nous devons surtout nous occuper ; car, à mesure que l'industrie s'accroît, elle devient

prédominante, et l'ouvrier né dans la contrée, est bientôt une exception. Arrivant misérable, elle est obligée de s'entasser dans des logemens étroits et malsains; travaillant en commun dans des ateliers, sans distinction de sexe, ni d'âge, elle développe peu à peu les germes des vices qu'elle a déjà, par l'influence toute puissante des mauvais exemples, ainsi que des élémens putrides entrent plus vite en décomposition par leur entassement.

Que voyons-nous, en effet, dans les villes industrielles, non pas encore comme règle générale, mais au moins comme exception tendant peu à peu à remplacer la règle. De 10 à 15 ans, des garçons qui n'ont pas reçu les bienfaits de l'école primaire, fument et boivent déjà; s'ennivrent quelquefois; adressent des propos incôvenans aux personnes de l'autre sexe, sans quelquefois les comprendre, en attendant qu'ils les comprennent et les pratiquent; dès qu'ils gagnent au-delà de la satisfaction de leurs besoins, ils entrent en lutte avec leurs parens, auxquels ils ne veulent plus apporter tout leur salaire, et ils se mettent en pension chez eux, ou plus souvent ailleurs, pour dissiper plus vite leur petit excédent.

A vingt ans, ils vivent déjà en concubinage,

car le mariage n'est bientôt plus la règle, mais l'exception, et engendrent des enfans, dont ils exploiteront le travail, aussi long-temps qu'ils ne se révolteront pas à leur tour, contre l'autorité spéculatrice des parens. Si le mari, ou soi-disant tel, trouve la charge de nourrir femme et enfans trop lourde, s'il ne peut satisfaire assez ses goûts de débauche, il les laisse, abandonne la contrée, va travailler ailleurs, et s'inquiétant peu de ce que sont devenus les siens, recommence le même genre de vie avec une autre femme; la loi sur la bigamie ne peut l'atteindre, puisqu'il n'a été marié ni l'une, ni l'autre fois. La maladie et la vieillesse ne trouvent pas de ressources, parce qu'on n'a rien amassé dans les bons jours, et elles tombent à la charge de la bienfaisance publique; et pourtant, combien là les ressources seraient-elles précieuses? Ces enfans élevés dans la misère, sans soins maternels, passant promptement de l'inanition à la débauche, ces jeunes gens procréant ensemble avant d'avoir atteint leur croissance, ces ouvriers s'ennivrant périodiquement, sont une proie facile et abondante pour toutes les maladies, et passent avant le temps à une vieillesse infirme.

Mais pourquoi amasseraient-ils en vue des

malheurs à venir, pourquoi se priveraient-ils chaque jour, chaque semaine, de la satisfaction d'un besoin factice, ou d'un plaisir, pour réunir péniblement quelques économies? S'ils sont malades, ou infirmes, la bienfaisance publique ne vient-elle pas à leur aide, en leur fournissant des secours à domicile, ou en les faisant admettre à l'hôpital? Que dis-je, ne regardent-ils pas cela comme une chose due? Et par suite du pernicieux effet de l'exemple, l'ouvrier ayant encore quelques bons sentimens, est entraîné dans la même voie. En voyant son voisin qui se livre à tous ses goûts, mieux traité, aux dépens de la charité publique, qu'il ne pourrait l'être lui, avec ses quelques économies, comment voulez-vous qu'il résiste chaque jour à la tentation de quelques verres de vin, ou d'un peu de tabac, etc.

. C'est ainsi que les plus beaux sentimens, que les plus nobles institutions humaines, ont leur mauvais côté; cette charité ainsi exploitée, ne peut suffire à tous les besoins; elle n'est plus le bienfait caché, la main tendue en secret à la pauvreté honteuse; elle constitue une véritable administration publique, un impôt régulier, d'autant plus difficile à faire rentrer, que chacun voyant l'abus plutôt que le besoin,

serre les cordons de sa bourse, et c'est en partie ainsi que se développe le paupérisme, cette triste plaie des sociétés modernes, qui n'est déjà plus un fait exceptionnel, mais une véritable condition sociale.

Essayons maintenant de parler des remèdes à apporter à ces maux:

Pour ce qui regarde les maîtres, il y a peu à faire, tant que la concurrence absolue sera inscrite dans nos lois, les alternatives de prospérité et de stagnation se reproduiront plus rapprochées et plus graves. Mais cet esprit de concurrence est tellement imprégné dans nos lois, il porte de si beaux fruits, sous le rapport matériel, je ne dirai pas sous le rapport moral, que nous n'avons pas lieu de penser qu'il y soit bientôt apporté quelque restriction. Cependant, quand il s'agit d'établir de grandes fabriques, de concentrer sur un point une population nombreuse, qui, au premier jour d'embarras dans les affaires, sera privée de pain, le gouvernement ne serait-il pas en droit d'exiger quelques garanties de capacité et de capitaux, de faire une espèce d'information *de commodo et incommodo*. N'y a-t-il pas plus d'inconvénient pour la santé publique, dans l'établissement d'une grande usine, qui, au bout d'un temps

très-court, peut laisser sans ouvrage et sans pain, une population nombreuse, que dans l'établissement de quelque fabrique de produits chimiques, qui dégage des gaz délétères, ou dans la construction d'une machine à vapeur? Le gouvernement ne prend-il pas soin des voitures publiques, des vivres sur les marchés? Et il n'aurait aucun souci d'une masse de population qui, d'un jour à l'autre, peut se trouver dans la misère? Ensuite, est-il donc impossible que les fabricans s'entendent, lorsqu'il y a vraiment trop plein de marchandises, comme ils l'ont tenté ici dans ces derniers temps, au lieu de s'acharner à perdre leur argent avec le seul espoir que les concurrents perdront le leur plus vite qu'eux. En attendant, les maîtres doivent trouver dans la modération de leur désirs, dans l'instruction qu'ils ont reçue, et l'habitude des affaires qu'ils doivent avoir contractée, les moyens de prévoir le mal; ils ne doivent pas se charger à la légère de trop grands établissemens, et organiser leurs fabriques, non pas seulement en vue de la prospérité qui existe et qui leur promet des bénéfices, mais en vue de la crise qui va suivre, et qui sera d'autant plus forte, que la première aura été plus grande.

Si les maux qui frappent la classe ouvrière sont réels, s'ils sont tels que nous les avons dépeints plus haut, s'ils menacent de s'accroître, n'est-ce pas le devoir de tout homme qui réfléchit et dont le cœur est ému des maux de ses semblables, d'en chercher les remèdes, et d'appeler, sur ce point, l'attention de ses concitoyens, avec l'espoir que du concours et des méditations qu'il provoque, jaillira la lumière qui éclairera la marche à suivre.

Divisons en plusieurs points ce que nous avons à dire à ce sujet :

Rapports des ouvriers avec leurs familles.

Ce qui frappe le plus dans l'état des classes ouvrières, ce que l'on peut regarder comme l'une des sources fécondes de leur misère morale et physique, c'est l'absence de la vie de famille : d'abord, parce que, comme je l'ai dit plus haut, il y a beaucoup d'unions illégitimes, et qu'il est certain, que, dans ce cas, jamais les parens n'ont, l'un pour l'autre, les mêmes sentimens d'estime et d'attachement; jamais l'amour réciproque des parens pour leurs enfans, des enfans pour leurs parens, n'est aussi vif que si ces unions étaient légitimes, sanctionnées

par la religion et la loi. Ensuite, même dans les unions matrimoniales, la vie de famille n'existe pas, parce que père, mère, enfans, travaillant dehors, presque toujours à des établissemens différens, et ne se réunissant le plus souvent que pour dormir, il ne peut naître entre eux, par suite de conversations, de lectures en famille, par l'habitude seule d'être ensemble, d'affection mutuelle; de ces attachemens du père, qui sacrifierait jusqu'à son dernier sou, jusqu'à son dernier vêtement, pour le bien-être et la conservation de son enfant; de ces attachemens des enfans pour leurs parens, qui les portent à entourer leur vieillesse et leurs maladies, de soins, d'amitié, de sacrifices de temps et d'argent. Il se produit, au contraire, cette indifférence coupable que nous avons signalée, où les parens tirent profit de leurs enfans tant qu'ils peuvent, jusqu'à ce que ceux-ci, à peine adolescents, les abandonnent pour vivre à leur compte. Si l'on veut rétablir la vie de famille, source de tout bien-être moral et physique, il faut d'abord flétrir et proscrire, tant qu'il dépend de chacun de nous, comme homme ayant quelque influence sur ses semblables, comme administrateur, comme chef d'atelier, les unions illégitimes, puisque, ordinairement trop précoces, elles ne donnent nais-

sance qu'à des enfans faibles, peu surveillés par des père et mère qui ne s'estiment point, et qui se quittent à la moindre querelle, ou dès que le père trouve trop lourde, la charge d'entretenir femme et enfans, et qu'ainsi, ceux-ci ne peuvent que mal tourner, devenir à leur tour des ouvriers dérangés, et ayant encore moins de bons principes que les parens.

Mais, si dans les mariages véritables, on veut avoir une vie de famille, il faut qu'il y ait une mère de famille; c'est-à-dire, il faut que la mère n'aille pas constamment travailler au dehors; il faut qu'elle reste à la maison pour s'occuper du ménage, pour élever ses petits enfans, pour leur inculquer les premières notions de morale, pour développer en eux la piété filiale, le respect et l'attachement pour ce père qui travaille au-dehors pour eux, et pour cette mère qui s'occupe d'eux sans cesse.

Mais voici venir la grande objection: et s'il faut, pour gagner la subsistance pour le ménage, que la femme travaille aussi, comment, ce que nous avons demandé plus haut, pourrait-il se faire? Je répons, que, dans une société bien organisée, il faut absolument que l'homme gagne assez pour la subsistance de sa famille, sauf les travaux que la femme peut faire chez

elle, sans négliger les devoirs que j'ai déjà indiqués, ou bien il n'y aura jamais que désordre, immoralité, misère, dans les classes ouvrières.

Mais pour arriver à ce résultat, il ne faut permettre le mariage qu'à l'homme qui prouve qu'il peut entretenir femme et petits enfans. Il faut d'abord, que sa conduite soit régulière, que son aptitude pour le travail soit constatée par des témoignages, par des économies faites. Il faut que le mariage soit une récompense; alors on y attachera du prix, on aimera ses enfans, on travaillera avec ardeur pour eux; on se préparera, dès sa jeunesse, par une bonne conduite, par du travail, par des économies, à ce grand acte de la vie, et par-là, les bons et les travailleurs seuls, deviendront pères de famille et donneront de bons principes à leurs enfans.

Que deviendra alors, me dira-t-on, la liberté? N'est-ce pas porter atteinte aux sentimens les plus vitaux, les plus naturels de l'homme, que de l'empêcher de se marier quand il lui plaît? Cela est vrai. Mais la société, dans le but de sa conservation ne prend-elle pas des mesures analogues, dans la conscription, par exemple, qui enlève les enfans à leurs parens, fait qu'ils ne s'appartiennent plus, immole leur sang pour la

conservation du reste de la société, et souvent pour beaucoup moins.

Si donc, il résulte de cette immonde promiscuité permise à chacun, et dans toutes les conditions, une véritable lèpre sociale : la misère d'une grande partie de la classe ouvrière, le paupérisme, une population hâve, chétive, moissonnée prématurément par la débauche, les scrophules et la phthisie, je ne vois pas pourquoi on ne prendrait pas des mesures pour porter remède à ce mal; pourquoi on ne forcerait pas quelques appétits animaux à se taire, pour obtenir des ouvriers rangés, et pouvant tous arriver à une certaine aisance, et élever convenablement leurs enfans. Et lorsque le législateur s'occupe, avec tant de sollicitude, de l'amélioration de la race des chevaux et des bêtes à corne, vous le trouveriez coupable, s'ils s'occupait de l'amélioration de la race humaine?

Mais, dira-t-on encore, vous empêchez ainsi la population de prendre un rapide accroissement. Où est le mal à cela? Il y aura un peu moins de naissances peut-être, mais un plus grand nombre d'enfans nés arriveront à l'âge mûr. Au lieu de ces misérables vermineux, nés dans le dénuement, sans allaitement maternel qui seul peut faire prospérer ces petites créa-

tures, confiés dès leur naissance à des soins mercenaires, ou à des établissemens de charité, et qui périssent aux trois-quarts avant leur première dentition, vous auriez des enfans forts, élevés avec tous les soins et toutes les tendresses de la mère, et qui formeraient un jour de bons et utiles citoyens.

La mesure que j'indique, n'est pas même un remède aussi extraordinaire qu'elle le paraît, au premier abord : ne la voyons nous pas mise en usage dans la classe moyenne, sur les simples conseils de la prudence ? On ne permet à un fils de s'établir, que lorsqu'il a un état qui puisse le faire vivre. Et dans les mauvaises années, où le mouvement commercial et industriel se suspend, ne voyons-nous pas les mariages devenir plus rares ? Ne voit-on pas la prudence poussée si loin, que dans les grandes cités, la proportion des enfans nés d'un mariage, diminue sensiblement ?

Si donc, d'un côté, les classes aisées prennent tant de soin de proportionner les mariages et les naissances, aux ressources qu'on peut avoir, non seulement pour vivre, mais pour mener une vie commode et agréable ; si de plus, comme c'est l'effet naturel de l'industrie, elle concentre toutes les richesses en un petit nombre de

main ; si, d'un autre côté, les classes ouvrières se multiplient sans précaution, tandis que la substitution des machines au travail de l'homme, rend toujours une partie de leurs bras oisifs, ou, en d'autres termes, diminue leur salaire, ne résultera-t-il pas de là une disproportion choquante : d'un côté les richesses, de l'autre la pauvreté ; et celle-ci, mal élevée, sans principes, ne peut-elle pas, dans des momens d'égarement, se laisser aller à tous les désordres.

Ce n'est pas que nous craignons, avec quelques économistes, que le genre humain se multiplie trop ; nous savons que les autres continens, que l'Europe, que la France même, offrent encore d'immenses solitudes, que la main de l'homme pourrait fertiliser, et qui nourri- raient des millions d'habitans ; mais nous craignons qu'une partie de la population, accumulée sur quelques points, ne se multiplie au-delà des ressources dont elle peut disposer pour vivre. Qui alors viendra à son secours pour la disperser, la coloniser, lui fournir les instrumens et les avances nécessaires. Qui, surtout, changera ses habitudes de débauche et d'insouciance, contre les habitudes sévères et prévoyantes de la vie des champs ? Enfin, nous ne croyons pas qu'il faille regarder comme signes

de la prospérité d'un état, le nombre de ses enfans. Cela pouvait bien être, tant que la guerre moissonnait, en coupe réglée, une partie de la jeune population; mais maintenant, ce n'est plus le nombre, mais le bonheur, le contentement des différentes classes de la population, qui constitueront la prospérité d'un état.

Rapports des maîtres avec les ouvriers.

Ces rapports ne sont plus ce qu'ils étaient autrefois, où il y avait plutôt des métiers que de grands établissemens industriels; alors le maître travaillait avec ses ouvriers, les logeait dans sa maison, prenait ses repas en commun avec eux, veillait sur leur conduite, les réprimandait quand ils faisaient mal, en un mot, exerçait sur eux toute la supériorité et l'influence que donnaient l'âge, l'expérience, la fortune acquise; mais une influence toute paternelle, ou du moins, comme celle d'un tuteur envers des mineurs, et ceux-ci savaient se placer à leur rôle et respectaient le maître.

Cet état n'existe plus: les établissemens industriels ont rompu cette salubre harmonie, et le mal s'est même étendu aux métiers. Il n'y en a presque plus, où le maître vive en com-

mun avec ses compagnons; chacun de ceux-ci est obligé de pourvoir à son logement et à sa nourriture, en dehors de la maison où il travaille, et nous doutons que leur moralité en profite.

Mais dans les fabriques, le maître et l'ouvrier sont encore devenus plus étrangers l'un à l'autre. En dehors de l'établissement, ils ne se connaissent plus; le maître prend peu d'intérêt à son ouvrier; il ne sait que le punir et le renvoyer, s'il fait mal, sans l'encourager à bien faire; il ne s'intéresse que peu à son intérieur, à sa famille, à ses enfans, à sa moralité, à son bien-être physique; il lui donne son salaire et voilà tout, qu'il en fasse ensuite ce qu'il voudra.

De son côté, l'ouvrier ne porte point d'attachement à son maître; il en change volontiers pour la plus petite différence de solde, pour un caprice quelquefois; et s'il peut l'abandonner, au moment où il a le plus besoin de lui, il ne s'en fait pas scrupule; il ne s'identifie pas avec lui pour contribuer au succès de l'établissement, il ne regarde pas sa prospérité, comme devant lui être commune; mais il le traite en ennemi qui l'exploite, il le trompe volontiers, ou au moins, il ne veille pas sur la

chose de son maître, comme sur la sienne propre, et la laisse s'en aller avec une parfaite indifférence.

De ce manque d'union des maîtres et des ouvriers, pour concourir au même but; de cette divergence d'intérêts, lorsque au contraire, ces intérêts devraient être associés, résultent bien des maux. Le maître traite l'ouvrier comme une machine qu'il emploie tant qu'elle fonctionne bien, pour la rejeter si elle s'est usée à son service, sans s'inquiéter de ce qu'elle deviendra. L'ouvrier, abandonné à lui-même, sans la direction morale, qu'un maître éclairé et par conséquent influent pourrait lui donner, devient une espèce de brute, qui exécute machinalement son mouvement; et c'est bien heureux si, à côté de cela, il ne devient pas un ivrogne, ou un mauvais sujet. Qui ne voit la gravité d'un pareil état; qui ne sent combien il est nécessaire d'établir une certaine union, une certaine confraternité, entre le maître et ses ouvriers; qui n'entrevoit, combien il serait beau, de voir le maître qui engage son capital, qui imagine et dirige, agir d'un commun accord, basé sur l'affection et la fidélité, avec ses ouvriers qui exécutent.

Pour cela, que faudrait-il faire? Peut-être

la chose ne serait pas aussi difficile qu'on le croit; de bons conseils, de la surveillance sur la moralité des ouvriers, quelque assistance pécuniaire ou autre, dans des maladies, ou des malheurs qui ne seraient pas de leur faute; des récompenses instituées pour les plus actifs et les plus zélés, quelques primes données sur les bénéfices dans les bonnes années, des caisses de retraite pour les ouvriers qui ont vieilli dans l'établissement, ou qui y ont reçu des blessures; mais avant tout, l'influence morale du maître et son bon exemple en probité, en loyauté, en conduite privée et publique : voilà ce qu'il faut à l'ouvrier. Je suis loin de nier que toutes ces choses n'existent, plus ou moins, dans certains établissemens, et dans notre contrée j'en pourrais citer un certain nombre, mais elles ont besoin d'être perfectionnées et surtout généralisées.

Rapports des ouvriers entre eux.

Les caisses de malades et de secours qui existent dans plusieurs professions, devraient être étendues à toutes, et surtout bien ordonnées, d'après le calcul des probabilités, des chances de maladie et de mortalité dans chacune. Il ne serait pas indigne de nos sayans, de s'occuper

de cet important sujet. N'est-ce pas une belle chose de voir l'ouvrier, bien portant, sacrifier une légère partie de son salaire, pour subvenir aux besoins de ses confrères, afin, qu'à son tour, il trouve secours et protection, s'il tombe dans la misère, si les maladies l'accablent. Quelle économie plus belle et mieux placée?

Une organisation en corps, que les avocats possèdent encore et dont ils sont fiers, que les médecins regrettent de ne plus avoir, que les hommes de lettres cherchent à établir parmi eux, pour secourir leurs confrères malheureux, et veiller aux intérêts communs de leur profession, serait-elle donc de trop dans des conditions sociales, où l'appui mutuel est plus nécessaire, où existent plus de besoins à secourir, et plus d'intérêts à éclairer. Cela est si bien senti, qu'à Paris, déjà un grand nombre de professions s'organisent ainsi, et pour que ces associations tournent bien, car en toute chose il peut y avoir abus, il ne leur manque plus que l'appui et l'investigation de l'autorité.

Rapport des ouvriers avec la Cité.

On peut bien dire qu'en France la Cité n'existe plus : il y a bien encore, dans chaque

ville ou village, quelques intérêts communs, presque tous matériels; mais il n'y a plus de lien moral, il n'y a plus de confraternité dans ces agglomérations humaines. La Cité n'est plus une sorte de grande famille à laquelle on aime à appartenir, et qui vous reste encore, lorsque l'on perd celle plus étroite de la consanguinité. Elle n'est plus là, pour veiller sur les faibles et les indigens, pour adopter les orphelins, pour protéger tous ses enfans, et cimenter entre eux des liens d'amitié; il n'y a plus qu'individualisme, cosmopolitisme, et comme on dit, chacun pour soi et Dieu pour tous. Eh bien! c'est à rétablir la Cité, c'est-à-dire, une organisation en commun, des hommes qui vivent ensemble dans une même localité, qu'il faut s'attacher. Il y a dans ces réunions d'hommes, non pas seulement des intérêts matériels à diriger, il n'y a pas seulement des octrois, des éclairages, des rues à paver, des fontaines à construire, etc., il y a aussi des intérêts moraux, dont on commence à s'occuper avec zèle depuis quelques années. Ainsi, on voit avec une vive satisfaction, le grand nombre de maisons d'école, que les communes ont fait construire depuis une dizaine d'années, et tous les perfectionnemens qui sont successivement introduits dans ces établissemens; de même, la plupart

des villes se forment des bibliothèques ou les agrandissent, les ouvrent le soir, se procurent des ouvrages spéciaux pour les classes ouvrières.

C'est cette direction qu'il faut suivre et agrandir : puisque l'industrie tend à faire de l'ouvrier un simple mécanisme, en ne cultivant en lui, le plus souvent, qu'une seule faculté, une seule aptitude, il faut, par tous les moyens possibles, chercher à relever chez lui le sentiment de la dignité de l'homme. Et pour empêcher surtout la dégradation morale, il faut prévenir la misère physique, qui en est si souvent la cause ; prévenir, disons-nous, en tant que faire se peut ; car, pour la secourir seulement, nous avons vu que bientôt toutes les ressources de la charité ne suffiront plus. Pour cela, la Cité a besoin d'être armée de certains droits. Elle doit pouvoir forcer chaque ouvrier à faire partie d'une caisse de secours, pour qu'il aide à amasser lui-même les ressources dont il aura un jour besoin, et qu'il ne les dépense pas tous les dimanches et lundis, en folles dépenses de danse et de vin ; elle doit exercer un certain contrôle sur tous ceux qui viennent s'établir dans son sein, pour savoir s'ils peuvent pourvoir à leur subsistance, et si leurs antécédens sont honorables ; elle doit, par une sorte d'édi-

lité, veiller à la salubrité des demeures, et défendre que des logemens, évidemment malsains, des bouges infects et humides, servent à des habitations humaines. Voyez avec quel soin on améliore le sort des prisonniers : on cherche à leur donner des cellules bien aérées, une nourriture convenable, tous les jours un peu d'exercice en plein air ; l'autorité semble coupable de tout le bien-être qu'elle ne leur donne point ; et lorsqu'il s'agit de pauvres ouvriers qui n'ont point commis de délit, on ne veillerait point sur eux ; on les laisserait, eux et leurs enfans, contracter le germe de toutes les maladies, dans des caves, dans des galetas, sans y opposer de simples mesures de police ? Croyez-vous, que si l'on condamnait les habitations insalubres, une seule fabrique manquât des bras dont elle a besoin ? Si, par de telles mesures, on prenait soin de ceux de ses concitoyens que le sort n'a pas favorisés ; si on se regardait solidaire de leur honneur, de leur moralité, de leur bien-être, comme on l'est d'un des membres de sa famille, ne réussirait-on pas à parer à la misère physique et morale qui afflige une partie de la classe ouvrière.

Rapports des ouvriers avec l'État.

L'État doit veiller, comme un bon tuteur, sur les ouvriers, et en général, sur toute cette partie de la population, qui n'a ni assez de fortune, ni assez de lumières pour bien comprendre et défendre ses intérêts. Il est entré dans cette voie par l'abolition de la loterie et des jeux, par l'institution des caisses d'épargne; espérons qu'il continuera bientôt son œuvre par la loi sur le travail des jeunes ouvriers, que vous provoquez de lui avec une si louable persévérance; par l'amélioration de la législation sur les conseils de prud'hommes, et enfin, par une série d'autres lois qui organiseraient peu à peu ce que nous venons d'exposer dans ces pages. L'État devrait, en général, veiller à ce que le travail de l'homme soit toujours la denrée la plus demandée, et non la plus avilie par la concurrence que se font entre eux les ouvriers; et cela, en entreprenant de grands travaux publics, qui coïncideraient aux époques de stagnation dans les affaires, comme il l'a déjà fait quelquefois, en encourageant les défrichemens, les colonisations; en cherchant à disperser l'industrie sur toute la surface du sol, au lieu de la laisser se concentrer dans quelques localités;

car, comme nous l'avons vu, c'est surtout de l'accumulation des ouvriers sur quelques points, que résulte leur misère.

Ainsi, pour nous résumer : association entre des intérêts rivaux ; association entre le maître et les ouvriers, et des ouvriers entre eux ; association dans la Cité ; restauration surtout de la sainte association de la famille ; telle nous semble être la solution du problème, pour que l'industrie ne soit point en contradiction avec la morale ; pour qu'elle jette de plus profondes et de plus saines racines dans le sol ; pour que ses fruits soient plus parfaits, et qu'une partie de ses beaux rameaux ne se dessèchent point, rongés par un ver intérieur. Ces institutions ne seraient, à son essor, que de faibles obstacles, qui ne l'empêcheraient pas de fleurir brillamment ; ce serait, au contraire, le ciseau habile du jardinier qui arrondit et ajuste la couronne de l'arbre, en même temps qu'il élague les branchages inutiles. Il est vrai que pour prospérer, elles auraient besoin d'une sanction dont il est au-dessus de nos forces de vous entretenir, nous voulons parler de la religion.

Votre commission vous propose donc : 1° de remettre au concours pour l'année prochaine

(42)

le prix fondé par M. Jean Zuber, fils; 2° de nommer M. le baron de Gérando, membre correspondant; 3° d'adresser des remerciemens à M. E. Steiner, et à M. Fries, pour leurs intéressantes communications; 4° d'insérer le présent rapport dans vos bulletins.

— 3066 —